

MESSAGE

de Jacques MYARD

Député de la Nation

Maire de Maisons-Laffitte

Président du Cercle Nation et République

Tout pour l'investissement !

Par Jacques Myard | 10/09/2016, 7:00 | 894 mots

Peu abordés lors de la campagne, les programmes économiques des candidats à la présidentielle ne sont pas pour rassurer les électeurs. Par Jacques Myard*, député des Yvelines (LR), candidat à la primaire et président du Cercle Nation et République.

Alors que s'annonce la campagne des présidentielles, certains thèmes apparaissent dans le débat comme des enjeux majeurs, la sécurité et le combat contre le terrorisme, l'autorité de l'État, le contrôle des flux migratoires, la lutte contre les dérives communautaristes, la refondation de l'Union européenne. Autant de thèmes qui provoquent des positions tranchées sinon antagonistes.

En revanche, en matière économique, le discours est beaucoup plus circonscrit, se concentrant essentiellement sur la nécessité de baisser la dépense publique pour respecter le dogme maastrichtien des 3%. Or ce consensus quasi national est à l'origine depuis des années d'une purge budgétaire, d'une montée du chômage et d'une croissance économique atone.

En réalité, la politique de réduction des dépenses, véritable idéologie, est un non-sens économique et confond les conséquences - l'endettement - avec les causes réelles, l'absence d'investissements qui obère toute croissance et création d'emplois. L'enjeu majeur de l'économie française n'est pas la dépense publique car couper dans la dépense publique revient à provoquer la récession économique - à l'évidence, nombre de politiques ignorent l'effet du multiplicateur.

La pierre angulaire de l'absence de croissance réside aujourd'hui dans l'atonie des investissements tout particulièrement en France. Selon de nombreux économistes, le manque d'investissements est une réalité depuis deux décennies. Le cabinet allemand Roland Berger estime, quant à lui, que l'effort d'investissement français s'est dégradé depuis 2000, passant de 5% du chiffre d'affaires des entreprises à 3,9%, soit une baisse globale de 5 milliards d'euros par an. Et ce n'est pas le modeste plan Juncker et les prêts de la Banque Européenne d'Investissements (BEI) qui pallieront la faiblesse de nos investissements.

Pis encore, le matraquage budgétaire des collectivités locales qui, face au manque de ressources, se voient contraintes de réduire leurs investissements, aggrave cette situation.

Soumis aux contraintes budgétaires sous l'effet du Traité sur la stabilité, la coordination et la gouvernance (TSCG), l'Etat réduit lui aussi ses investissements. Il y a quelques années, les investissements représentaient 20 milliards d'euros dans son budget, aujourd'hui, ils ne sont que de 4 milliards d'euros.

Comment relancer dès lors les investissements ?

En changeant radicalement de politique économique et budgétaire ! Donner la priorité à l'investissement impose :

- la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF) qui chasse l'épargne des Français pour créer des emplois par l'investissement partout dans le monde sauf en France ;
- la baisse forte de l'impôt sur les sociétés (IS) pour permettre aux entreprises d'investir et de lutter à armes égales dans la compétition mondiale.

Mais ces mesures sont insuffisantes : il faut aller au-delà et renouer avec les avances directes de la Banque centrale à l'Etat pour les investissements.

Les puristes et idéologues vont crier au scandale, dénoncer la planche à billets, clamer que

c'est contraire aux Traités européens - crime de lèse-majesté européen !

Sur ce dernier point, la réponse est aisée : ce que fait aujourd'hui la Banque Centrale Européenne (BCE), en rachetant sur le marché secondaire des bons du Trésor préalablement achetés par les banques, n'est pas conforme aux Traités ; le président Mario Draghi s'y emploie en pratiquant le fameux assouplissement quantitatif pour des sommes significatives de 80 milliards par mois... L'argument n'est donc pas recevable.

Mais l'assouplissement quantitatif a des limites : les banques elles-mêmes !

Les banquiers sont d'abord des commerciaux et gèrent des entreprises. Après avoir obtenu des liquidités auprès de la BCE, les banques y regardent à deux fois avant de prêter aux entreprises de l'économie réelle en raison des risques de non-remboursement et des ratios prudentiels à respecter (Bâle III). L'assouplissement quantitatif atteint donc ses limites du fait de la pusillanimité des banques, ce que souligne, entre autres, l'Union des industries et métiers de la métallurgie dans son étude parue dans « Actualité » de juillet 2016. Il faut contourner ce blocage par des avances directes des Banques Centrales aux États pour l'investissement à taux zéro.

Nous avons un besoin drastique d'investissements : rénovation du réseau ferroviaire, modernisation de nos équipements militaires et satellitaires, la recherche, sans épuiser la liste. C'est par ce système que la IV^e République a reconstruit la France.

Risque d'inflation ? Il n'y en a aucun, car aujourd'hui notre appareil industriel est en sous-production.

Quant aux puristes, partisans d'une orthodoxie budgétaire mortifère, quand comprendront-ils que l'État n'est pas un emprunteur ordinaire et que le contraindre à se financer seulement sur les marchés à des taux prohibitifs, comme ce fut trop longtemps le cas avec la politique de Jean-Claude Trichet adepte de l'euro fort, est tout simplement un non-sens qui n'a d'autre fondement que le dogmatisme ?

Aujourd'hui, nécessité fait loi. C'est à l'État et aux collectivités publiques d'investir dans un programme néo-keynésien pour relancer la machine. Si nous avions agi de la sorte depuis vingt ans, la dette française actuellement équivalente au Produit Intérieur Brut (PIB) serait quasi nulle. Alors, un peu de pragmatisme, sortons de l'idéologie maastrichtienne.

(*) Jacques Myard, est Député des Yvelines, Maire de Maisons-Laffitte, Président du Cercle Nation et République et Candidat à la Primaire de la droite et du centre.